

Séance plénière du 18 février 2011

Rapport n°4 Budget principal - budget primitif 2011

Amendement proposé par le groupe Front de Gauche

EXPOSE DES MOTIFS

La Région Provence Alpes Côte d'Azur affiche depuis plusieurs années sa volonté de faire face au défi majeur que représente l'impasse écologique dans laquelle se trouve notre planète, notamment en ce qui concerne le changement climatique. Or, si les initiatives locales sont essentielles, elles doivent être complétées d'une vision à l'échelle internationale, seule pertinente pour relever ce défi à l'échelle de la planète et prendre en compte la notion de biens communs de l'humanité. Face à l'échec l'an passé de la Conférence sur le climat à Copenhague à trouver un accord international, plusieurs projets alternatifs se sont développés. Parmi ces initiatives, une se révèle particulièrement prometteuse, il s'agit de l'initiative équatorienne de Yasuni-ITT.

Le gouvernement équatorien propose de ne pas exploiter quelques 850 millions de barils de pétrole situés dans le Parc Yasuní, une réserve naturelle qui contient une des plus importantes biodiversités du monde, habitée par des communautés indigènes d'Amazonie ainsi que les Tagaeri et les Taromenane (des peuples indigènes qui vivent en isolement volontaire). En échange, l'Équateur, partant du principe onusien de responsabilité commune mais différenciée pour les problèmes environnementaux globaux, demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 3,5 milliards de dollars, correspondant à la moitié des bénéfices auxquels il renonce sur ce gisement. Eviter l'émission d'environ 410 millions de tonnes de CO₂, favoriser la conservation de la biodiversité en Amazonie, éviter la déforestation, respecter les droits des peuples indigènes, sont des objectifs communs qui dépassent les frontières et apportent des bénéfices à l'humanité dans son ensemble.

Le 3 août dernier, l'Équateur et le PNUD ont signé un accord permettant la création du fonds financier destiné à recueillir l'argent versé par la communauté internationale pour que ce projet devienne une réalité. Avec ce fidéicomis, l'Équateur donne un signal fort de légalité et légitimité internationales pour la gestion du fonds, ainsi qu'une garantie politique forte pour que ce projet se réalise dans la durée, au delà d'éventuelles alternances gouvernementales. Le capital du fonds Yasuni-ITT sera investi exclusivement dans le développement de sources renouvelables d'énergie hydraulique, géothermique, éolienne ou solaire, avec comme objectif un changement de la matrice d'offre énergétique et productive réduisant l'utilisation des combustibles fossiles.

Les intérêts du fonds seront, eux, destinés principalement aux projets suivants : éviter la déforestation et conserver de manière effective 44 aires protégées, correspondant à 4,8 millions d'hectares, soit 20% du territoire équatorien ; engager la reforestation et la régénération naturelle d'un million d'hectares de forêt (réduisant le taux de déforestation de l'Équateur, un des plus hauts d'Amérique du Sud) ; initialiser le développement social des zones d'influence de l'initiative avec l'investissement dans l'éducation, la santé, l'habitat et dans la création d'emplois dans des activités soutenables comme l'écotourisme ; investir dans la recherche et le développement en science et technologies avec comme objectif, à moyen/long terme, un changement de modèle de développement.

L'Initiative Yasuni-ITT contribue à trouver une alternative au Protocole de Kyoto pour affronter le changement climatique : elle ne se contente pas de proposer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais de les éviter à la source. Elle ne peut être comparée

avec le projet REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) car elle aborde simultanément la conservation de la biodiversité, le changement climatique et les droits des peuples indigènes. Elle apporte ainsi la proposition de nouveaux mécanismes afin d'affronter le réchauffement climatique global. D'ores et déjà d'autres pays tels que le Pérou, la Bolivie et le Guatemala sont en train de s'inspirer de cette initiative pour proposer des alternatives viables de lutte contre le changement climatique.

Un soutien de notre région au projet de Yasuni-ITT, telle qu'initié par nos collègues de la Région Rhône-Alpes et une contribution au fidéicomis ouvrirait donc une nouvelle voie, pertinente et nécessaire, en matière de coopération internationale liée à la lutte contre le changement climatique.

En conséquence le groupe Front de Gauche propose d'affecter la somme de 150.000 euros supplémentaires sur la Fonction 0 services généraux - 4 actions interrégionales européennes et internationales- 48 autres actions internationales- ligne 65738 ou 6574.